



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 17 novembre 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Programmes de revenu de retraite au Canada, 1990 à 2001** 3
Les réserves financières des principaux programmes de revenu de retraite du Canada ont augmenté considérablement au cours des années 1990, quoique l'accumulation de capital dans le programme le plus important ait plafonné depuis le tournant du siècle, selon un nouvel examen à long terme des pensions.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Étude : Les personnes âgées et leurs finances, 1999 6
- Indice des prix de la construction d'immeubles d'appartements, troisième trimestre de 2003 7
- Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports, août 2003 7
- Statistiques laitières, septembre 2003 8

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de novembre 2003

Le numéro en ligne de novembre 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, qui paraît aujourd'hui, comporte deux articles. Le premier, intitulé « Les personnes âgées et leurs finances », démontre que le bien-être financier des personnes âgées n'est pas fonction du revenu seulement et que le patrimoine y joue un rôle important. Le deuxième, intitulé « La haute technologie : deux ans après le boom », examine la situation de l'emploi dans le secteur de l'informatique et des télécommunications après mars 2002, date à laquelle les licenciements ont cessé de faire les manchettes. Cet article explique comment la composition de la main-d'oeuvre a évolué en faveur des employés plus instruits à mesure que les postes peu qualifiés étaient supprimés. Pour en savoir plus sur cet article, communiquez avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325 (geoff.bowlby@statcan.ca).

Le numéro en ligne de novembre 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 4, n° 11 (75-001-XIF, 6 \$ / 52 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

NOUVEAUX PRODUITS

9

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Programmes de revenu de retraite au Canada

1990 à 2001

Les réserves financières des principaux programmes de revenu de retraite du Canada ont augmenté considérablement au cours des années 1990, quoique l'accumulation de capital dans le programme le plus important ait plafonné depuis le tournant du siècle, selon un nouvel examen à long terme des pensions.

Dans l'ensemble, à la fin de 2001, les Canadiens avaient accumulé un montant estimé à 1,15 billion de dollars dans les trois principaux programmes de revenu de retraite, soit près du double des 593,6 milliards de dollars accumulés en 1990, exprimés en dollars constants (corrigés pour tenir compte de l'inflation).

Réserves des programmes de retraite¹

	1990		2001		Croissance de 1990 à 2001 %
	en millions de dollars	proportion en %	en millions de dollars	proportion en %	
Régimes publics	65 885	11,1	64 694	5,6	-1,8
Régimes de pension agréés	395 865	66,7	794 073	69,0	100,6
Régimes enregistrés d'épargne-retraite	131 846	22,2	292 475	25,4	121,8
Total	593 596	100,0	1 151 242	100,0	93,9

¹ Exprimées en dollars constants de 2001.

Du montant total de l'actif accumulé en 2001, 69 % était placé dans des régimes de pension agréés (RPA) parrainés par l'employeur, 25 %, dans des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et environ 6 %, dans le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec.

La valeur de l'actif accumulé dans les RPA a atteint un sommet de près de 826,4 milliards de dollars en 2000, puis a diminué légèrement pour s'établir à environ 794,1 milliards de dollars en 2001. Ce fléchissement est attribuable en partie à la chute du prix des actions, qui a donné lieu à une dévaluation de l'actif des fonds.

Le 1^{er} janvier 2002, un peu moins de 5,5 millions de participants, c'est-à-dire environ 40 % de l'ensemble des travailleurs rémunérés, cotisaient à 13 861 régimes de pension agréés.

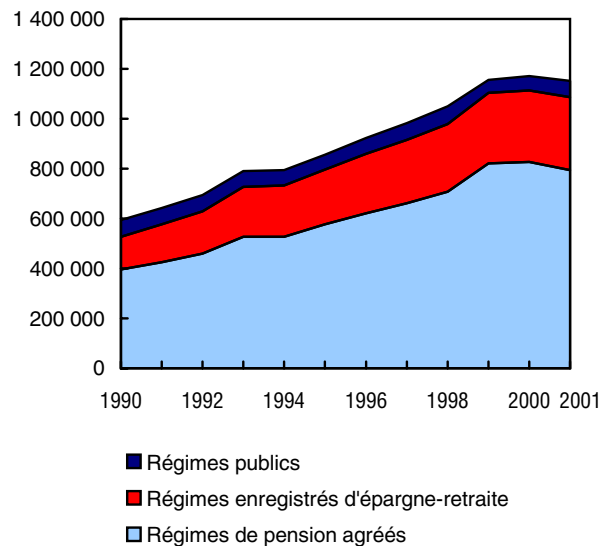
Ce nombre de participants représente une augmentation de 2,9 % par rapport à 1992. Cette année-là, les RPA, dont le nombre était de 18 028,

couvraient 5,3 millions de travailleurs rémunérés, soit environ 45 % de l'ensemble de ces travailleurs.

À la fin de 2001, les Canadiens avaient investi environ 292,5 milliards de dollars dans les REER et environ 64,7 milliards de dollars dans le le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec.

Réserves des programmes de retraite

Actif (en millions de dollars)



Adhésion aux RPA : diminution de l'écart entre les hommes et les femmes

À la fin de 2001, environ 2,5 millions de femmes occupées participaient à un RPA. Il s'agit d'un chiffre en hausse par rapport à celui de 2,2 millions environ en 1991. Parallèlement, le nombre de travailleurs masculins couverts par un RPA a diminué, pour passer de 3,1 millions à un peu moins de 3 millions.

De la fin de 1991 à 2001, l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes participant à un RPA s'est amenuisé considérablement, pour passer de près de un million à moins d'un demi-million de personnes.

L'augmentation du nombre de femmes participantes peut être attribuable à la croissance de leur participation au marché du travail. La récession du début des années 1990 a eu une incidence sur la participation des travailleurs masculins à un RPA.

De 1991 à 2001, le nombre de participants à un RPA a augmenté de 6,7 % dans le secteur privé, mais a diminué de 1,3 % dans le secteur public. En général,

ces taux de variation correspondent à une variation de l'effectif des travailleurs selon le secteur.

À la fin de 2001, on comptait 2,9 millions de participants dans le secteur privé, et 2,5 millions dans le secteur public.

Caisses de retraite en fiducie : l'actif a quasiment triplé

La majorité de l'actif détenu dans les régimes de pension agréés (RPA), soit environ 72 % ces dernières années, est dans des caisses de retraite en fiducie gérées par des fiduciaires qui investissent les fonds sur les marchés financiers. Le reste de l'actif est détenu par des gouvernements via les fonds de revenus consolidés, des compagnies d'assurance ou des programmes de rente offerts par le gouvernement du Canada.

La valeur de l'actif des caisses de retraite en fiducie a augmenté de 151 % au cours des années 1990, pour passer de 223,8 milliards de dollars en 1990 à 598,2 milliards de dollars en 2000. La valeur atteinte en 2000 représentait un peu moins des trois quarts de l'actif total des RPA.

Parmi les 5,5 millions à peu près de Canadiens qui participaient à un RPA en 2000, environ 4,0 millions ont adhéré à un régime en fiducie. Les cotisations versées par les employés et par les employeurs sont investies sur les marchés financiers.

Les années 1990 ont été une période favorable pour les caisses de retraite en fiducie, principalement à cause de la hausse du prix des actions. Tel que mesuré par l'indice composite du Standard & Poor's/Toronto Stock Exchange (S&P/TSX), le prix des actions a augmenté de 125 % au cours de la décennie.

La statistique la plus révélatrice du rendement des caisses de retraite en fiducie au cours des années 1990 est peut-être la croissance du revenu net durant la deuxième moitié de la décennie.

Le revenu net est passé d'une valeur estimée à 15 milliards de dollars en 1990 à plus de 56 milliards de dollars en 2000, principalement grâce aux bénéfices tirés de l'achat et de la vente d'actions. Par conséquent, certains fonds ont profité d'une période prolongée de suspension des cotisations, allant de 1996 à 2000 dans certains cas.

Les droits de cotisation à un REER ont sextuplé

En 2001, la valeur totale des droits de cotisation à un REER accordés aux déclarants de 25 à 64 ans a

atteint 284,9 milliards de dollars, soit une augmentation d'un facteur six par rapport à 1991. Moins de 9 % de ces droits ont effectivement été utilisés, puisque la majorité des déclarants ne cotisent qu'une petite portion du montant permis une année donnée. Depuis 1991, la part inutilisée des droits de cotisation à un REER a augmenté beaucoup plus rapidement pour les groupes inférieurs de revenu que pour les groupes supérieurs.

En 2001, 9 % seulement de déclarants utilisaient au moins 95 % de leurs droits de cotisation à un REER. La majorité d'entre eux avaient de 45 à 54 ans ou un revenu supérieur à 40 000 \$.

Environ 40 % des déclarants utilisant la plupart de leurs droits de cotisation à un REER avaient un revenu égal ou supérieur à 80 000 \$, en baisse par rapport à la proportion de 45 % enregistrée en 1999.

Les cotisations normales à un REER des déclarants de 25 à 64 ans (transferts non compris), ont atteint un sommet de 26,5 milliards de dollars en 2000, année où le marché boursier était prospère.

En 2000, les femmes de 25 à 64 ans ont versé environ 10 milliards de dollars dans un REER, en hausse de 8 % par rapport à 1999, tandis que les hommes ont versé 16,5 milliards de dollars, en hausse de 0,2 %.

De 2000 à 2001, le nombre de cotisants a diminué pour s'établir à 5,8 millions de déclarants, tandis que le montant des cotisations a baissé pour atteindre 24,9 milliards de dollars.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2608, 2609 et 2620.

Le CD-ROM *Programmes de revenu de retraite au Canada* (74-507-XCB, 195 \$) sera en vente sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Ce produit, qui est facile à utiliser, fournit des statistiques sur une gamme complète de concepts ayant trait à la retraite et s'étalant de 1990 à 2001. Il contient des données chronologiques sur les principaux programmes de revenu de retraite au Canada, à savoir, les programmes de la Sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec, les régimes de pension agréés et les régimes enregistrés d'épargne-retraite.

Les ensembles de données sont ventilés selon diverses variables, dont la province, le type de famille, l'âge, le sexe, le type de régime, le type de revenu et la branche d'activité.

Il est possible de consulter, en ligne, les données sur les travailleurs contribuant à un régime de pension agréé pour la période allant de 1991 à 2001 et sur l'épargne-retraite au moyen des REER et des RPA pour 2001, dans le module *Le Canada en statistiques*. À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *La société*, puis *Travail, emploi et chômage* et *Assurance-emploi et pensions*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : (613) 951-3012. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Étude : Les personnes âgées et leurs finances

1999

La situation financière des personnes âgées semble beaucoup plus stable si l'on tient compte du patrimoine et pas seulement du revenu, d'après une nouvelle étude.

Pendant que les familles plus jeunes sont encore en train de se constituer des biens (maison, épargne-retraite ou autres investissements), nombre de familles âgées (celles ayant pour chef une personne âgée) ont déjà accumulé un patrimoine important où elles peuvent puiser en cas de besoin. (Le patrimoine est la différence entre l'ensemble des biens et la dette totale.)

Partant de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999, cette étude examine les sources du revenu et du patrimoine des personnes âgées ainsi que leurs dettes et leur capacité de faire face à des dépenses imprévues. Cet examen porte en outre sur deux groupes de personnes âgées qui risquent de faire face à l'insécurité financière, soit les femmes hors famille et les personnes dont les dépenses excèdent le revenu.

Peu de familles ayant pour chef une personne âgée ont des dettes. En effet, environ 73 % de ces familles ont déclaré ne pas en avoir en 1999. Chez les 610 100 familles âgées endettées, la valeur médiane de la dette était d'environ 6 500 \$, contre environ 32 000 \$ chez les familles plus jeunes.

Le montant de la dette de la plupart des familles âgées est relativement faible. Environ 16 % des familles âgées endettées devaient moins de 500 \$, et environ 25 % devaient plus de 25 000 \$.

Les familles ayant pour chef une personne âgée ont aussi le plus faible ratio d'endettement, c'est-à-dire que pour 100 \$ d'actif, elles devaient en moyenne 3 \$, contre 31 \$ chez les personnes de moins de 25 ans.

Toujours est-il que le revenu moyen des familles âgées est plus faible que celui des familles plus jeunes, étant donné que la plupart ne font plus partie de la population active et n'ont pas de revenu d'emploi. C'est pourquoi le revenu seul ne suffit pas lorsqu'il s'agit d'examiner le bien-être financier des personnes âgées.

Le revenu médian des familles âgées n'était que de 26 400 \$ en 1999. Mais, d'après l'enquête, celles-ci continuent de faire certaines économies puisque 46 % d'entre elles ont déclaré que leur revenu excédait leurs

dépenses. En effet, les familles âgées sont beaucoup plus susceptibles de faire davantage avec leur revenu que les familles jeunes, qui doivent encore épargner en vue de la retraite, payer l'hypothèque et faire vivre de jeunes enfants.

La maison est le bien le plus important chez la plupart des familles âgées, dont deux tiers étaient propriétaires en 1999 et la valeur médiane de leur résidence s'élevait à environ 120 000 \$. De plus, 90 % de ces familles ne payaient plus d'hypothèque. Bien qu'une maison ne puisse se convertir aussi rapidement en espèces que des biens financiers, la famille peut la vendre ou en acheter une plus petite et vivre d'une partie du produit net.

De grosses dépenses imprévues peuvent être accablantes aussi bien pour les familles plus jeunes que pour les familles âgées. Environ 9 % des familles plus jeunes et 8 % des familles âgées ont déclaré qu'elles seraient incapables de faire face à une dépense imprévue de 5 000 \$.

Les femmes hors famille et les personnes dont les dépenses excèdent le revenu risquent de faire face à l'insécurité financière, d'après cette étude. De tous les types de famille âgée, les femmes hors famille de 65 ans et plus sont celles qui avaient le moins de revenu, de biens et de valeur nette en 1999. Mais elles n'étaient que 32 % à suivre un budget, contre 48 % chez les familles dont le chef est plus jeune.

Le deuxième groupe qui risque de faire face à l'insécurité financière est celui des familles âgées dont les dépenses excèdent le revenu. Un dixième des familles âgées sont dans cette situation.

Le revenu médian de ce groupe s'élève à 25 500 \$, soit un peu moins que celui des autres familles âgées, qui est de 26 500 \$. Cependant, leur valeur nette médiane s'élève à 121 500 \$, soit beaucoup moins que les 158 000 \$ en valeur nette médiane pour les autres familles âgées.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2620.

L'article intitulé « Les personnes âgées et leurs finances » est inclus dans le numéro en ligne de novembre 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 4, n° 11 (75-001-XIF, 6 \$ / 52 \$). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Cara Williams au (613) 951-6972 (cara.williams@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages. ■

Indice des prix de la construction d'immeubles d'appartements

Troisième trimestre de 2003

L'indice composite des prix de la construction d'immeubles d'appartements (1997=100) a atteint 117,3 au troisième trimestre, en hausse de 0,5 % par rapport au deuxième trimestre et de 2,7 % par rapport au troisième trimestre de 2002.

Montréal a connu la plus forte variation trimestrielle (+1,5 %), suivi d'Ottawa (+0,6 %), de Halifax (+0,5 %), de Toronto (+0,4 %), de Vancouver (+0,3 %) et de Calgary (+0,1 %), alors qu'Edmonton est demeuré inchangé.

Ottawa a enregistré la plus forte augmentation d'une année à l'autre (+4,3 %), suivie de Toronto (+3,7 %), de Montréal (+3,0 %), de Calgary (+2,5 %), de Halifax (+2,4 %), d'Edmonton (+1,9 %) et de Vancouver (+0,9 %).

Indice des prix de la construction d'immeubles d'appartements (1997=100)

	Troisième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2002 au troisième trimestre de 2003	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2003	var. en %
Composite	117,3	2,7	0,5	
Halifax	113,4	2,4	0,5	
Montréal	118,3	3,0	1,5	
Ottawa	122,5	4,3	0,6	
Toronto	125,1	3,7	0,4	
Calgary	120,8	2,5	0,1	
Edmonton	118,3	1,9	0,0	
Vancouver	109,7	0,9	0,3	

Nota : Les indices des prix de la construction d'immeubles d'appartements donnent une indication de la variation des coûts de construction nouvelle dans sept grands centres métropolitains (Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver).

En plus des indices et de l'indice composite de ces sept grands centres métropolitains, il y a d'autres ventilations des variations de coûts par groupe de métiers dans le bâtiment (la structure, l'architecture, la mécanique et l'électricité). Ces indices de prix sont établis à partir d'enquêtes menées auprès d'entrepreneurs généraux et de sous-traitants spécialisés qui fournissent des renseignements

sur diverses catégories de coûts (les matériaux, la main-d'oeuvre, l'équipement, les taxes, les frais généraux et les bénéfiques) pertinents aux devis de construction détaillés inclus dans les enquêtes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0040.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2317 et 2330.

Le numéro du troisième trimestre de 2003 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 26 \$ / 85 \$) paraîtra en janvier. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-9606 (infounit@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports

Août 2003

Le rapport mensuel d'août, volume 1 (TP141, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Transports Canada (<http://www.tc.gc.ca/pol/FR/rapport/TP141F/tp141.htm>).

Nota : Le rapport mensuel TP141 est publié en deux volumes. Le volume 1 présente les statistiques pour les principaux aéroports canadiens, soit ceux dotés de tours de contrôle pour la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de NAV CANADA. Le volume 2 présente les statistiques pour les petits aéroports, soit ceux sans tour de contrôle de la circulation aérienne. Au moment de la diffusion, les deux volumes sont accessibles gratuitement dans le site Web de Transports Canada.

Pour plus de renseignements concernant ce site Web, communiquez avec Michel Villeneuve au (613) 990-3825 (villenm@tc.gc.ca) ou avec Sheila Rajani au (613) 993-9822 (rajanis@tc.gc.ca), Transports Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 (aviationstatistics@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0010. ■

Statistiques laitières

Septembre 2003 (données provisoires)

Les consommateurs ont acheté 243 000 kilolitres de lait et de crème en septembre, en hausse de 4 % par rapport à septembre 2002. Les ventes de lait se sont établies à 222 000 kilolitres, en hausse de 3 % par rapport à septembre 2002 et celles de crème ont atteint 21 000 kilolitres, en hausse de 13 % comparativement à la même période en 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0007 à 003-0012, 003-0029, 003-0033 et 003-0034.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3430, 3431 et 3432.

Le numéro du troisième trimestre de 2003 de *La revue laitière* (23-001-XIB, 29 \$ / 96 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Conrad Ogradnik au (613) 951-2860 ou composez sans frais le 1 800 465-1991, Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Ventes de véhicules automobiles neufs,
septembre 2003, vol. 75, n^o 9
Numéro au catalogue : 63-007-XIB (14 \$/133 \$).

L'emploi et le revenu en perspective, novembre 2003,
vol. 4, n^o 11
Numéro au catalogue : 75-001-XIF (6 \$/52 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 19 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements par semaine par autobus ou métro, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'égard de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Adapté en termes personnels, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiken Kanada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.